

Octobre 1977 : Conférence nationale des travailleurs libertaires

René Berthier

Introduction de 1991

Du 29 octobre au 1^{er} novembre 1977 eut lieu à Paris une conférence nationale des travailleurs libertaires. L'UTCL voulait créer autour d'elle un pôle d'attraction. Il y eut entre 100 et 120 participants avec, outre l'Alliance et l'UTCL, le collectif libertaire de Rouen, plusieurs groupes libertaires de province, la CNT(f). La FA n'y participait pas mais avait envoyé un observateur.

Le document que je livre ici est un texte de synthèse écrit « à chaud » à la suite de cette conférence et qui constitue précisément une analyse des pratiques de l'UTCL. Aujourd'hui [*rappel : 1991*] je n'en renierais pas une ligne. [*Pour ce qui est de 2019, je n'écrirais certainement pas les choses de la même manière...*]

On trouvera en annexe deux autres documents :

- Le compte rendu de cette même conférence fait pas la CNT(f), paru dans *l'Espoir* et tiré ensuite en brochure [*pas disponible*] ;
- Le compte rendu fait par Laredo, observateur de la FA au titre des relations extérieures. [Voir : <http://monde-nouveau.net/spip.php?article748>, « Octobre 1977 : Compte rendu par un observateur de la Fédération anarchiste de la Conférence UTCL/AS, Paris »]

DEUXIEME PARTIE

LA PRATIQUE

Il ne suffit pas de faire une analyse critique de la démarche théorique de l'UTCL, il faut aussi aborder sa pratique.

Pour cela je soumetts à l'attention des camarades un document écrit en 1977...

Cette année-là a eu lieu à Paris une conférence nationale des travailleurs libertaires; l'UTCL voulait créer autour d'elle et sur ses propres positions, un pôle d'attraction.

Il y a eu entre 100 et 120 participants avec, outre l'Alliance et l'UTCL, le collectif libertaire de Rouen, plusieurs groupes libertaires de province, la CNT(f). La FA n'y participait pas mais avait envoyé un observateur.

Le document que je livre ici est un texte de synthèse écrit "à chaud" à la suite de cette conférence et qui constitue précisément une analyse des pratiques de l'UTCL. Aujourd'hui je n'en renierais pas une ligne.

On trouvera en annexe deux autres documents :

- le compte rendu de cette même conférence fait par la CNT(f), paru dans l'Espoir et tiré ensuite en brochure ;
- le compte rendu fait par Larédo, observateur de la FA au titre des relations extérieures.

Résumer trois jours de discussions intenses, lors desquels de nombreux sujets ont été abordés, n'est pas facile. C'était la première fois depuis de nombreuses années que des travailleurs libertaires se réunissaient aussi nombreux pour échanger leurs expériences et tenter de trouver des points d'accord pour faire un travail commun. Ne serait-ce que pour cela, la conférence a eu un rôle positif.

Néanmoins sur de nombreux points on ne peut que conclure à un constat d'échec. La raison en est d'une part une organisation peut-être insuffisante de la conférence, mais aussi la trop faible participation aux débats des groupes de province qui se trouvaient là, et surtout d'importantes divergences de démarche entre l'AS et l'UTCL sur à peu près tous les points de l'ordre du jour.

Ces divergences ont malheureusement pu produire, auprès des participants, l'impression qu'il se déroulait un "duel" entre l'AS et l'UTCL, ce qui explique peut-être les réticences des groupes de province à intervenir.

La première journée commença par l'intervention d'un militant de l'AS qui exposa l'historique de cette initiative et qui expliqua dans quel esprit nous étions venus à cette conférence. Nous ne pensions pas qu'il en résulterait quelque chose de spectaculaire, nous espérions seulement jeter les bases d'une intervention coordonnée des travailleurs libertaires sur le plan national. Les militants de l'Alliance n'étaient pas venus pour faire passer une ligne, nous ne cachions pas les divergences d'opinions qui pouvaient exister entre nous. Etant donné qu'il ne s'agissait ni d'un congrès ni d'une assemblée générale mais d'une conférence destinée à échanger des points de vue et des expériences, et à essayer de trouver des points d'accord pratiques, les groupes de l'Alliance ne voyaient pas l'intérêt d'apparaître en tant qu'organisation.

Il n'y avait pas lieu de cacher, à l'occasion de cette conférence, certaines divergences de vues qui existaient à l'intérieur de l'Alliance. Cette attitude de notre part, qui s'est manifestée par la suite à quelques occasions, a été interprétée par l'UTCL comme un manque de clarté et de cohésion de notre part, et a sans doute contribué à accroître leur propre intransigence dans la discussion. Les camarades semblent ne pas comprendre que nous puissions arriver à un degré suffisant de cohésion pour ne pas craindre d'exposer publiquement nos divergences.

Ce point fournit la matière au premier malentendu, qui allait en fait planer pendant trois jours sur les débats. La volonté systématique, et tout à fait artificielle, de l'UTCL d'apparaître cohérents, cadrés, unis, unanimes a largement contribué à stériliser les débats, d'autant plus que leur

congrès récent avait révélé de profondes divergences de vue, particulièrement sur le problème des élections parlementaires.

Le premier point de l'ordre du jour révéla tout de suite les divergences de démarche, de façon d'aborder les problèmes.

L'ANALYSE DE LA PERIODE

C' est une militante de l'UTCL qui fit le rapport de son organisation sur cette question. Un certain nombre de camarades, de Bordeaux et de Rouen en particulier, sont intervenus pour protester : ils reprochaient à ce rapport d'être long, scolaire, calqué sur les textes rédigés par les groupes gauchistes. Il semble de plus que l'UTCL concevait le débat sur cette question sous la forme d'une lecture des points de vue qui se seraient terminée par le vote d'un des textes, assorti des éventuels amendements. Cette procédure est évidemment calquée sur les congrès des groupes gauchistes qui ne servent qu'à mesurer le rapport des forces entre les différentes tendances qui s'affrontent pour la direction de l'organisation.

La plupart des militants de l'Alliance ont objecté que plutôt que d'exposer longuement une analyse très structurée assortie de nombreux petits a et petits b, il était plus intéressant d'exposer les pratiques des différents groupes et ensuite de faire ressortir l'analyse de la période qui se trouve impliquée de fait dans cette pratique.

Selon nous les rapports introductifs sur la "période" avaient moins pour but d'exposer une analyse achevée que de présenter quelques idées force servant à lancer le débat.

C'est après seulement qu'il aurait été possible de savoir si une synthèse était ou non possible.

Le véritable débat sur la situation politique et économique actuelle n'a pas eu lieu. Il y avait deux écueils à éviter :

- 1) Venir avec une analyse toute faite pour la proposer au vote de la conférence, c'est-à-dire avoir une vision trop centralisatrice et organisationnelle, attitude qui ne se justifiait pas dans ce genre de rencontre ;
- 2) Venir en n'ayant rien préparé et atomiser le débat en transformant celui-ci en une somme de relations d'expériences individuelles du type "moi, dans ma boîte"...

Les deux écueils ont certes été évités, mais au prix de l'absence de débat. Beaucoup de temps a été perdu en discussions sur l'opportunité de continuer la discussion sous la forme où l'UTCL l'avait engagée. Finalement le rapport introductif de l'AS n'a pas été lu, bien qu'il comblait une lacune considérable dans l'analyse de l'UTCL : le contexte international dans lequel se situe la crise politique en France aujourd'hui.

LE PROGRAMME REVENDICATIF

Le deuxième point à l'ordre du jour allait également révéler des différences fondamentales de démarches. La contribution au débat, publiée par l'UTCL précédemment à la conférence, donnait le ton: SMIG à 2 500 F, 500 F pour tous intégrés au salaire de base, échelle mobile, SMIG pour tous les sans-emploi, travail égal salaire égal, pas un licenciement, 35 heures hebdomadaire, retraite à 55 ans etc.

L'Alliance tenta d'orienter les débats sur l'opportunité pour les libertaires d'avancer un tel catalogue de revendications. Nous avons donc exposé ce que nous pensions de la fonction d'un tel programme revendicatif.

A notre avis cela procède d'une démarche typiquement gauchiste qui consiste à prendre la plateforme des syndicats et à ajouter 200 F aux salaires et à retirer 5 heures aux horaires de travail. D'une part ce procédé se place exactement sur le même terrain que celui des syndicats et partis réformistes; d'autre part il a pour but de surenchérir sur eux pour tenter de rallier les mécontents. Ce souci en soi n'est pas criticable mais nous désapprouvons le procédé. Cette méthode procède de l'idée selon laquelle il suffirait de proposer aux travailleurs un "bon" programme revendicatif pour que tout aille mieux.

Nous pensons au contraire que les militants libertaires doivent mener auprès de leurs camarades de travail une action d'explication pour critiquer les méthodes d'élaboration des programmes revendicatifs par les centrales syndicales, et que l'UTCL s'empresse d'imiter. Ces méthodes consistent à anticiper sur ce qu'on pense être les besoins des travailleurs.

Selon nous il y a deux façons d'envisager un programme revendicatif. La façon réformiste consiste à considérer d'une part ce qu'on pense être les besoins des travailleurs, à imaginer ce que le patronat et le gouvernement seront prêts à lâcher. Le programme revendicatif se situera quelque part entre les deux.

La façon gauchiste consiste à exposer ce qu'on pense être les besoins de travailleurs - en les situant bien sûr au-dessus de l'estimation réformiste -, en sachant très bien qu'on n'aura pas les moyens de le faire appliquer. Néanmoins, pour conserver un semblant de sérieux auprès des travailleurs on prend soin de ne pas aller trop loin...

Les camarades de l'UTCL ont tout à fait raison d'insister sur le besoin urgent dans la période actuelle, d'unifier les luttes ouvrières. De plus en plus, partis et syndicats réformistes bradent les grève, abandonnent des pans entiers des programmes revendicatifs qu'ils avançaient avant que s'ouvre à eux la perspective d'une victoire électorale de la gauche.

Cette constatation, que l'UTCL n'est pas seule à avoir faite, appelle effectivement une riposte unifiée des travailleurs libertaires. Selon nous, la riposte des libertaires ne passe pas par l'établissement d'un catalogue revendicatif dans lequel se trouve nombre de vœux pieux ("on ne négocie pas des licenciements, on les refuse", "des logements corrects à prix abordable"). De telles revendications ne sont pas en elles-mêmes fausses, c'est la façon dont l'UTCL aborde la question qui l'est.

Les divergences sur la façon d'aborder la question ont amené l'UTCL à la conclusion que nous refusions d'aborder le problème des revendications immédiates. que nous refusions d'envisager l'élaboration d'un programme politique à long terme également.

Nous pensons effectivement que nous n'avons pas à nous enfermer dans l'élaboration de revendications immédiates. du type de celles que propose l'UTCL. De toute façon, même les 2 500 F qu'ils proposent sont insuffisants.

Le mouvement libertaire doit plutôt axer sa propagande sur d'autres types de revendications, à caractère beaucoup plus politique. L'unification réelle des travailleurs ne pourra à notre sens se faire qu'autour de ces revendications-là, que nous développons plus loin.

La riposte des libertaires à la crise du capital peut être considérée de plusieurs points de vue.

La minorité révolutionnaire élabore un catalogue de revendications immédiates qui sont proposées aux travailleurs en espérant que ceux-ci suivront. C'est la démarche gauchiste, c'est-à-dire social-démocrate de gauche. La réflexion se fait au sein de la minorité organisée qui propose un programme tout élaboré à la classe ouvrière. Cela procède un peu du trotskisme, pour lequel la crise du mouvement ouvrier est avant tout une crise de direction. L'activité des révolutionnaires selon ce point de vue consiste à organiser une direction de rechange.

La riposte à la crise proposée par l'UTCL, sur le plan du programme revendicatif, ne se distingue en rien de la riposte proposée par l'ensemble des groupes marxistes révolutionnaires. Alors on peut se poser une question : ou notre mouvement n'a rien à proposer comme alternative spécifiquement libertaire, ou l'UTCL ne se distingue en rien des groupes gauchistes.

A notre avis la tâche du mouvement libertaire est moins de proposer un programme revendicatif immédiat que de proposer aux travailleurs un certain nombre d'axes de lutte et de réflexion.

L'Alliance a fait un certain nombre de contre-propositions (Voir Annexe) qui n'ont pas été reprises, et encore moins discutées. A travers ces axes de lutte apparaît clairement le contenu spécifiquement libertaire de l'alternative proposée. La comparaison du programme revendicatif de l'UTCL et des contre-propositions de l'Alliance montre une fois de plus ce qui sépare les deux groupes : il est impossible de séparer la plateforme de l'UTCL d'une alliance avec les marxistes révolutionnaires ; il est impossible d'envisager les contre-propositions de l'AS sans une lutte contre les marxistes révolutionnaires.

Nous pensons que les axes de lutte que nous proposons présentent par rapport à la plateforme de l'UTCL plusieurs avantages :

1.- Ils peuvent permettre d'engager au sein du mouvement libertaire un débat permettant d'arriver à terme à une coordination et à une unification des pratiques;

2.- Chaque point de nos propositions part de problèmes réels, actuels, des travailleurs mais aboutit à des pers-

pectives de rupture sur le plan de la pratique;

Les divergences de vues qui se sont exprimées ne se réduisent donc pas à une simple opposition entre ceux qui proposent un programme (immédiat ou à long terme) et ceux qui refusent d'envisager cette question, entre ceux qui "analysent" et ceux qui "n'analysent pas". Les divergences sont la conséquence d'oppositions de fond sur la nature même du mouvement libertaire.

PRATIQUES SYNDICALES

La discussion sur la pratique syndicale a donné lieu à des échanges de points de vue et d'expériences intéressants. Mais à travers nos pratiques respectives est apparue une divergence d'analyse importante sur les perspectives dévolution du syndicalisme en France, sur la place des libertaires dans cette évolution.

Ce que l'UTCL appelle "gauche ouvrière et syndicale" a constitué un des points de divergence les plus importants.

Au départ il y a une convergence : le contexte politique actuel dominé par l'espoir d'une victoire électorale de la gauche pousse les appareils politiques et syndicaux à freiner les luttes, à raffermir le contrôle sur les instances de décision à tous les niveaux des syndicats, à subordonner toute action de masse des travailleurs aux nécessités électorales.

En réaction à cela se développe dans la classe ouvrière une frange radicalisée qui refuse la subordination des luttes aux impératifs électoraux mais qui a aussi, d'une façon plus générale, refusent le modèle de vie que proposent les grands appareils bureaucratiques de la classe ouvrière.

Cette frange n'est pas homogène, elle est parcourue de multiples contradictions, elle est parfois opposée à toute forme d'organisation permanente, souvent par réaction contre des expériences douloureuses de manipulations bureaucratiques.

Cette frange radicalisée du mouvement ouvrier peut être grandement réceptive aux idées libertaires et, souvent elle redécouvre spontanément les pratiques de notre mouvement. Une partie importante de ces travailleurs se trouve dans le mouvement syndical et en constitue souvent les militants de base les plus actifs.

C'est à partir de cette constatation commune que les divergences apparaissent.

L'UTCL ne dissocie pas "l'opposition syndicale et ouvrière" des organisations marxistes révolutionnaires, ces dernières étant considérées comme partie intégrante de la première. En conséquence l'action des libertaires au sein de l'OSO ne peut être dissociée de l'action commune avec les léninistes.

La critique que fait l'Alliance de l'action commune systématique avec les marxistes révolutionnaires ne procède pas d'un sectarisme irraisonné mais de l'expérience. Nous sommes parvenus à la conclusion que l'action des libertaires au sein de la frange radicalisée impose un choix : ou les gauchistes ou les travailleurs inorganisés.

Et même plus : l'action avec les marxistes révolutionnaires est souvent un handicap à toute action avec cette frange radicalisée.

Les militants de l'Alliance ont constaté dans la pratique, que le comportement des léninistes n'est différent en rien de celui des stalinien ou des sociaux-démocrates. Trotskyistes, maoïstes, aucun appui, aucun soutien n'est à attendre d'eux si des militants libertaires subissent la répression des directions syndicales. Leur tendance serait même à nous enfoncer davantage. A aucun moment ils ne risqueront un poste de permanent pour dénoncer une exclusion d'anarchiste.

En dehors des syndicats la situation n'est pas meilleure. Les anarchosyndicalistes du Livre ont fait l'expérience d'une action à la base et extrasyndicale avec des militants de l'OCT. Il était question d'organiser ce que l'UTCL (reprenant d'ailleurs l'expression même de l'OCT) appelle l'opposition syndicale et ouvrière. Lors des quelques premières réunions se trouvaient effectivement des sympathisants, des militants de "base" de l'OCT. Cela marqua très bien, nous exposions nos idées, nos propositions, qui étaient souvent reprises par les camarades (de base) de l'OCT, avec lesquels nous avions des rapports très fraternels. Au bout de quelques réunions, n'assistait plus qu'un état major de cadres de l'OCT.

L' "opposition syndicale et ouvrière" du livre a tourné court. La crainte de la contagion libertaire auprès de militants de base de l'OCT l'a emporté sur le désir d'unité d'action.

A cela les militants de l'UTCL répliquent que ces manœuvres ne doivent pas nous cacher le problème général : les groupes MR ont gagné à eux de nombreux travailleurs écoeurés par la politique des réformistes et des stalinien. Le travail en commun avec les MR peut précisément nous rallier ces militants.

Sur cette question notre point de vue est clair : les groupes MR saboteront toujours toute unité d'action s'il y a le moindre danger de contagion libertaire dans leurs rangs. En conséquence si un groupe libertaire peut mener une politique d'unité d'action systématique sans problème avec les MR, c'est que ce groupe ne constitue aucun danger.

Dans l'argumentation de l'UTCL il y a cependant une vérité profonde : les groupes MR attirent à eux de nombreux travailleurs qui sont moins motivés par les principes du léninisme que par le désir de mener une action en rupture avec les pratiques des réformistes. En d'autres termes, beaucoup de travailleurs vont chez les marxistes révolutionnaires parce que le mouvement libertaire est inconséquent, faible, inorganisé. Pour nous rallier ces militants, le meilleur moyen n'est pas de suivre les gauchistes sur leur terrain, il est 1° d'organiser le mouvement libertaire en le rendant capable d'intervenir dans les luttes ; 2° de développer les pratiques, les méthodes et la propagande spécifiquement libertaires dans la classe ouvrière.

La principale erreur de l'UTCL est d'agir comme si les groupes marxistes révolutionnaires étaient la principale base de recrutement de l'organisation libertaire. Ce faisant, l'UTCL ne fait que se transformer elle-même en base de recrutement des marxistes révolutionnaires.

LA QUESTION DE L'AIT

La discussion sur le problème de l'AIT a été inscrite à l'ordre du jour à la demande de l'Alliance. Nous avons eu l'occasion d'exprimer nos idées sur cette question dans un texte préparatoire. La plupart des groupes de province présents n'avaient pas de position.

Pour l'Alliance la reconstitution spectaculaire de la CNT en Espagne justifie l'actualité du problème. C'est un des éléments sur lequel les anarchosyndicalistes du monde entier peuvent s'appuyer pour se renforcer, bien que les différentes organisations AS ne doivent pas axer toute leur stratégie de développement sur l'imitation du modèle espagnol.

Dès le début de son existence l'Alliance s'est efforcée d'établir des contacts avec des organisations et groupes libertaires, et plus particulièrement AS, dans tous les pays. Notre point de vue est que l'internationalisation de la production rend de plus en plus inutiles les luttes ouvrières dans un pays si le groupe industriel est en mesure d'assurer la production par les usines implantées dans d'autres pays.

Les noyaux libertaires qui existent partout dans le monde peuvent permettre de faire circuler une information vitale dans ce genre de lutte. A l'occasion d'une grève chez Solex en Espagne nous avons eu l'occasion d'intervenir à l'usine française qui assurait la production des travailleurs espagnols. De même lors d'une grève dans une imprimerie espagnole et en ce moment, à la demande de travailleurs de Saint-Nazaire nous établissons des contacts avec des militants anglais de l'automobile. L'internationalisme prolétarien ne se limite pas, comme semble le faire l'UTCL, à signer un tract commun avec la LCR et l'OCT pour protester contre l'extradition de l'avocat Croissant

Nos propositions concernant l'AIT sont donc l'aboutissement normal d'une politique que nous avons menée depuis le début. Aujourd'hui il ne fait pas de doute que la CNT tentera de reconstituer l'AIT. Et, de structure vide qu'elle était elle redeviendra une structure vivante. Certains peuvent le regretter, personne ne pourra l'empêcher. C'est à partir de cette réalité-là que tout groupe anarchosyndicaliste qui entend ne pas rester isolé internationalement, doit raisonner.

Notre souci de s'intégrer à un ensemble international se heurte cependant à un certain nombre de difficultés.

- 1.- L'incapacité de la direction actuelle de l'AIT (en exil) à comprendre la situation du mouvement ouvrier en France du fait que les dirigeants de l'AIT sont des exilés espagnols qui n'ont pas évolué depuis la chute de la République espagnole en 1939.
- 2.- L'existence d'une section "officielle" française de l'AIT, que nous considérons comme une structure vide sur le plan militant et qui ne sert que de couverture légale aux Espagnols en exil.

Pratiquement cela se traduit ainsi : l'AIT est constituée en principe de confédérations syndicales, même si ces confédérations n'existent que sur le papier. Ainsi il peut se développer en marge de ces "confédérations" à existence formelle un courant anarchosyndicaliste "réel" qui mène une stratégie différente. Ce courant n'a d'autre alternative que de se résigner à rester en dehors du mouvement international ou à adhérer à une organisation, à accepter une stratégie auxquelles ils ne souscrivent pas.

La question de la CNT française vient donc en priorité dans le débat pour intégrer dans une section française de l'AIT l'ensemble des travailleurs qui se reconnaissent dans les principes de l'anarchosyndicalisme.

La question de la CNT française

COMARADES

La création de l'Alliance en 1968 s'est faite autour du débat suivant : les anarchosyndicalistes doivent-ils adhérer à la CNT(f)? Ou créer une organisation de type nouveau? Nous avons constaté à l'époque que les 20 années d'existence de la CNT(f) ne constituaient pas un bilan positif. Nous n'avons pas modifié notre point de vue en 1977.

D'autre part nous pensions et pensons toujours que les options de la CNT(f) étaient erronées et pas adaptées à la réalité du mouvement ouvrier français. Une confédération syndicale ne se constitue pas avec quelques dizaines d'individus. Même en réunissant le ban et l'arrière ban de mouvement libertaire français toutes tendances confondues il n'y a pas de quoi constituer une confédération syndicale.

En conséquence l'Alliance se concevait à l'origine, simplement comme une coordination de militants libertaires ayant une pratique dans leur entreprise, qu'elle soit ou non syndicale. Nous n'avons jamais considéré que l'Alliance était une structure achevée quant à sa forme et à son mode d'organisation. Nous avions conscience de nous trouver à une période charnière et nous pensions avoir trouvé la solution qui s'imposait à l'époque. Malgré la position de principe que nous avions sur la CNT(f) cette solution d'excluait pas la participation de la CNT(f) à l'Alliance. Nous pensions seulement que c'était à la CNT(f) de prouver qu'elle existait.

En diverses occasions nous avons tenté d'ouvrir le dialogue avec les camarades de la CNT(f), bien avant même que nous ne parlions de la renaissance de la CNT. Nous nous sommes toujours heurtés à un sectarisme effréné, un refus systématique de discuter.

Les militants de la CNT(f) d'aujourd'hui n'ont peut-être pas connu cette période. Il y a quelques années les camarades de Bordeaux de l'Alliance ont été invités à un congrès de la CNT(f) ; ils y ont subi un feu roulant, ininterrompu, d'injures. De telles méthodes ne sauraient tenir lieu de débat politique. Nous n'avons jamais caché les divergences qui nous opposaient à la CNT(f), mais nous n'avons jamais employé la calomnie comme argument. Nous n'avons par contre jamais eu connaissance de protestations de la CNT(f) lorsque les bulletins intérieurs de l'AIT faisaient courir le bruit que nous étions payés par la CIA ou que nous recevions des subsides du gouvernement.

L'un des enseignements de la conférence est que nous avons constaté une évolution positive dans la CNT(f) : une plus grande ouverture à la discussion, et surtout une volonté affirmée de faire un travail dans la classe ouvrière. Cette évolution tranche avec la situation pas si lointaine où les unions locales de la CNT(f) étaient composées essentiellement de lycéens qui cultivaient le mythe de la grande soeur espagnole.

L'Alliance également a évolué sur la question de la CNT(f). Nous n'avons pas modifié sur le fond notre position de principe ; cependant deux fait nouveaux sont intervenus :

- La reconstitution de la CNT. C'est ce fait surtout que la plupart des participants ont retenu;

- Le reprise en main croissante des structures de base des syndicats par les appareils bureaucratiques, le mépris croissant de ces appareils envers toute apparence même de démocratie, qui créent dans la frange radicalisée de la classe ouvrière des germes de scission.

Même si cela ne va pas jusqu'à cette extrémité, il est certain que les cinq années à venir verront des mouvements d'opposition croissants à la politique des directions réformistes.

Notre politique ne peut plus être la même que pendant la période "ascendante" du syndicalisme de l'après 68. Les mouvements d'opposition qui se font jour aujourd'hui - et qui n'existaient pas il y a 5 ans - se déterminent largement en dehors du mouvement libertaire. Nous devons en premier lieu lutter avec ces camarades contre les manoeuvres bureaucratiques. Nous devons montrer qu'il existe une alternative aux pratiques des directions syndicales. Mais si les travailleurs ne parviennent pas à se réappropriier leurs organisations de classe, et si malgré tout ils sont décidés à continuer la lutte, nous devons également leur proposer une alternative en dehors des syndicats actuels. Les anarchosyndicalistes n'ont pas pour vocation d'être éternellement les opposants de gauche aux réformistes; ils visent à construire une organisation libertaire de masse.

Nous pensons également que cette organisation doit se créer dans les meilleures conditions possibles en ralliant le maximum de travailleurs.

Prendre l'initiative de la scission est justement le pire départ que nous puissions prendre. Ce point capital a été répété par les militants de l'Alliance lors de la conférence. Mais si des pans entiers de la classe ouvrière se détachaient des centrales réformistes, nous devrions être prêts.

Les camarades de Rouen ont évoqué cette question. Leur position est claire : ils constitueront des sections CNT là où c'est nécessaire, c'est-à-dire là où il ne serait plus possible de faire aucun travail libertaire. Les camarades du groupe libertaire de Rouen n'ont pas pris cette décision à la légère. C'est une question qui a été discutée de façon approfondie. Nous pensons quant à nous que cette position se justifie sous trois conditions :

1.- Les militants qui constituent la section CNT par le départ d'une section "traditionnelle" n'ont plus aucune possibilité d'action ni d'expression dans cette section.

2.- Les militants en question partent la tête haute en expliquant clairement devant les travailleurs les causes de leur départ.

3.- La section CNT nouvelle n'est pas constituée d'un noyau de libertaires mais d'une partie appréciable des militants et adhérents les plus actifs de l'ancienne section.

Il y a un autre cas que nous avons envisagé : la constitution de sections CNT(f) dans des secteurs à faible implantation syndicale, où tout un travail d'organisation est à faire : bâtiment, routiers, intérim etc. D'ailleurs les seuls cas où la CNT(f) a récemment pu avoir une action réelle dans les luttes concernent le bâtiment et l'hôtellerie. Ce n'est

pas un hasard. Mais les camarades de la CNT(f) doivent bien comprendre qu'on ne peut axer une stratégie d'implantation du mouvement anarchosindicaliste uniquement sur le bâtiment et l'hôtellerie, ou sur de petites entreprises quasi-artisanales.

DE NOUVEAU SUR L' "OSO"

Dans leur "analyse de la période" les camarades se font une fausse idée de l' "opposition ouvrière et syndicale", terme que nous refusons de reprendre à notre compte. Cette expression ne rend pas compte de l'extraordinaire diversité des aspirations et de la composition sociale des couches qui sont représentées. Le terme même d' "opposition" sous-entend une relative unité de fait dans les aspirations de ces couches alors qu'elles sont parcourues de multiples oppositions internes. Peu de chose relie les autonomes qui ont occupé le journal Libération et les militants syndicalistes de 40 ans qui se tuent à maintenir en dépit des bureaucrates un minimum de vie syndicale dans leur section syndicale.

C'est pourquoi le terme "frange radicalisée" nous paraît plus juste : il exprime le caractère informel de ces couches sociales ; il exprime aussi que ces couches ne sont pas nécessairement mues par des motivations ouvertement syndicales ou politiques, ni même nécessairement révolutionnaires

La vision de l'UTCL sur la frange radicalisée est à notre sens étroite, statique et formaliste. Ils font une mauvaise analyse de sa composition sociale. Ils ne saisissent pas les potentialités que porte en lui ce mouvement social du refus (mais avoir des potentialités n'implique pas que celles-ci se réaliseront nécessairement). Ils raisonnent sur ce mouvement avec des schémas mentaux dépassés, schémas mentaux que ce mouvement veut justement briser. Constater qu'il y a des militants syndicaux et ouvriers qui s'opposent à la politique des réformistes, même les réformistes peuvent le voir. Ce que les réformistes ne peuvent pas comprendre, c'est pourquoi une partie de la classe ouvrière, une partie de la jeunesse scolarisée, a définitivement rompu avec tout ce qui touche de près ou de loin aux partis, aux syndicats, aux organisations, aux idéologies.

Ce qui se passe dans la classe ouvrière se passe aussi dans le mouvement libertaire, et pas plus qu'avant, l'UTCL ne le comprend-elle. Depuis toujours dans le mouvement libertaire français, il y a eu cette tentation des groupes autonomes, localiste. Mais jamais depuis de nombreuses années, ces groupes autonomes n'ont été au-si nombreux qu'aujourd'hui, jamais ils n'ont présenté le caractère de classe qu'ils ont aujourd'hui. Il y a quinze ans les équivalents de ces groupes organisaient des conférences sur Han Ryner ou Sébastien Faure. Aujourd'hui ce sont des travailleurs qui essaient d'organiser leur activité.

Les camarades de l'UTCL ne comprennent pas en quoi la situation actuelle du mouvement libertaire est particulièrement originale. Par leur manque de compréhension de la situation et de ses perspectives d'évolution ils ne voient qu'un éparpillement informel et atomisé de groupes dans lesquels il leur est possible de pêcher "les meilleurs éléments". Ils ne voient pas que l'émergence d'une frange radicalisée de la classe ouvrière et l'apparition de groupes libertaires locaux constitués de

travailleurs sont les deux manifestations d'un même phénomène, qui pourront peut-être un jour se rejoindre.

La conférence du 29 octobre-1er novembre nous a convaincus d'une chose : l'UTCL n'emploie pas la bonne méthode pour que la frange radicalisée et le mouvement libertaire ouvrier se rejoignent pour constituer une organisation de masse.

L'ACTION AVEC LES LIBERTAIRES

La compréhension figée et étroite de l'UTCL sur le mouvement libertaire est apparue à plusieurs reprises dans le cours de débats, lorsque le problème de l'action commune avec les libertaires a été abordé.

Le point de vue le l'Alliance, exprimé dans un texte préparatoire, était d'unifier sur la base d'un accord programmatique, les différentes pratiques existantes dans le mouvement libertaire: action dans les centrales syndicales, dans les groupes ouvriers autonomes, dans la CNT(f). Ces différentes pratiques ne sont pas antagoniques ; nous pensons qu'il est possible de les coordonner et de les rendre complémentaires. Cette unification serait possible à condition de respecter trois exigences : instaurer un véritable débat politique, respecter un recrutement de travailleurs, créer des structures fédéralistes véritables.

La réfutation faite par les camarades de l'UTCL consistait principalement à confondre notre position avec un soutien au développement systématique de sections syndicales CNT(f).

Un autre point de leur réfutation consistait à confondre notre position avec une plateforme fourre-tout de type "synthèse anarchiste" où se retrouverait tout ce que le mouvement libertaire comporte de nuances indistinctement confondues.

Les camarades du l'UTCL ont réaffirmé leur désir de constituer un "pôle libertaire cohérent", une organisation politiquement très structurée, "étroite". Si un travail commun se fait avec d'autres libertaires, ce sera "à la base", à titre individuel ou localement. L'Utcl exclut la possibilité de créer une structure de coordination large regroupant les travailleurs libertaires.

Dans leur contribution au débat, les camarades de l'UTCL reconnaissent la nécessité pour le mouvement libertaire de s'unifier. Il est nécessaire, disent-ils, "d'unifier les propositions que nous faisons aux travailleurs, de ne pas lutter en ordre dispersé, mais de nous unifier sur la base d'un véritable programme d'action reprenant nos propositions concrètes".

En d'autres termes le mouvement libertaire doit venir sur les positions de l'UTCL et un point c'est tout.

CONCLUSION

noisèhoo

Nous avons constaté chez les camarades de l'UTCL une certaine tendance à mythifier les notions de "cohésion", de "clarté" et toute cette sorte de choses. Il est vrai que le mouvement libertaire ne peche pas par excès de clarté ou de cohésion. Mais à cela nous craignons que l'UTCL ne réponde par une volonté de cohésion et de clarté artificielles qui les rendrait aveugles à toute la diversité de la réalité.

Nous ne pensons pas que la crise du mouvement libertaire soit dans un repli-sur-organisationnel et sur-"clarificateur". Nous sommes partisans de l'organisation et de la clarté, mais celles-ci proviendront d'une confrontation des pratiques, devant l'épreuve de la réalité.

A N N E X E

F O N C T I O N D ' U N E
P L A T E F O R M E
R E V E N D I C A T I V E

L'un des points d'achoppement entre l'AS et l'UTCL lors de la récente conférence des travailleurs libertaires était la question du programme revendicatif. L' Alliance a eu l'occasion d'expliquer qu'elle n'était pas opposée au principe d'un tel programme mais que les divergences reposaient sur la question de fond suivante : quels peuvent être la fonction et le contenu d'un programme revendicatif élaboré par des libertaires dans les circonstances particulières que nous vivons aujourd'hui, et compte tenu de nos forces réelles?

Dans la présente période on peut constater l'émergence d'un certain nombre de forces qui suscitent en même temps leurs propres contradictions :

- la gauche réformiste se développe et en même temps se divise;
- une fraction radicalisée de la classe ouvrière émerge et le mouvement syndical normalise en excluant;
- la combativité ouvrière se développe sporadiquement tandis qu'une fraction importante de la jeunesse se marginalise;
- les partis de gauche n'ont jamais été aussi près d'arriver au pouvoir, et parallèlement se développe un mouvement social du refus qui s'oppose à toutes les formes constitutionnelles d'organisation et de lutte actuelles.

Le contexte actuel est donc totalement différent de ce qu'il était il y a 5, 10 ou 15 ans. Des forces sociales nouvelles sont apparues et les perspectives ne se limitent pas à la simple arrivée possible d'un gouvernement de gauche au pouvoir. Les tâches des militants libertaires ne se limitent pas à proposer des revendications quantitatives et chiffrées un cran plus à gauche que les réformistes. On ne peut pas, comme le fait aujourd'hui l'UTCL, se contenter de demander le SMIC à 100 F au-dessus de ce que demande JJSS!

Du point de vue de l'Alliance il s'agit moins de proposer un programme revendicatif que d'avancer un certain nombre d'axes de lutte, de principes d'organisation et de méthodes d'action, les problèmes de d'organisation et de méthode de lutte étant au moins aussi importants que le contenu des revendications lui-même.

Dans l'hypothèse où la gauche ne passerait pas aux élections, les syndicats pourraient très bien reprendre à leur compte le programme revendicatif proposé par l'UTCL, afin de redorer so leur image. Ce programme n'a en lui-même rien d'excessif et en plus ne contient aucun élément dont l'application puisse remettre en cause l'hégémonie des bureaucrates syndicaux.

Traditionnellement le mouvement libertaire était peu impliqué dans les luttes quotidiennes des travailleurs. De nombreux militants étaient actifs dans leur entreprise, dans leur syndicat mais il n'y avait pas d'action coordonnée, de présence systématique du mouvement libertaire en tant que tel.

Souvent les anarchistes se contentaient de répéter inlassablement leur programme maximaliste : autogestion généralisée, fédéralisme, destruction de l'Etat etc; de tels procédés, s'ils en restaient là, ne favorisaient pas un développement réel du mouvement dans la classe ouvrière.

Aujourd'hui d'autres camarades prennent le contrepied de telles méthodes et centrent principalement leur propagandes sur des revendications quantitatives, chiffrées, détaillées, mais sont à notre avis aux aussi dans l'erreur. Ils font l'économie d'une analyse véritable de la situation actuelle. Le programme de l'UTCL, chiffré, détaillé, est tout aussi intemporel que celui des libertaires qui répètent imperturbablement le programme maximaliste. Dans dix ans il suffira simplement de réactualiser les chiffres.

Ils est important que nous évitions ces deux écueils : un programme maximaliste abstrait sans lien avec la réalité et un programme minimaliste, "économiste" qui à force de trop vouloir coller avec la réalité immédiate ignore le contexte particulier du moment.

Mais si nous devons tenir compte de la réalité historique du moment nous devons également tenir compte de l'état réel de nos forces. Proposer l'autogestion généralisée lorsqu'on peut aligner quelques dizaines, au mieux une ou deux centaines de militants, a quelque chose d'irréel. Il est évident, dans ces conditions, que lorsqu'on parle de SMIC à 2 500 F (au lieu des 2 300 F des syndicats), on se sent un peu moins "perdu", moins décalé par rapport à la réalité.

Nous pensons cependant que notre caractère minoritaire ne doit pas nous dispenser de faire des propositions concrètes à long terme. Il n'y a pas de complexe à avoir. Mais ces propositions doivent avoir un minimum de prise sur la réalité quotidienne vécue.

Le programme immédiat des libertaires doit avoir dans son énoncé un caractère "politique" qui dépasse la simple revendication économique. qu'est le SMIC à 2 500 F. Ce programme doit avoir un rôle éducatif, un caractère spécifiquement libertaire dont la mise en oeuvre constituerait une rupture à la fois avec la bourgeoisie et avec les bureaucraties syndicales.

Raymond Barre disait récemment qu'une vraie politique sociale ne peut pas ignorer les lois de l'économie, qu'une vraie politique sociale ne consiste pas à demander des augmentations de salaires vite rattrapées par la hausse des prix mais à empêcher les prix de monter. Les travailleurs n'ont pas attendu Raymond Barre pour savoir que les hausses de salaires sont suivies de hausses des prix. C'est pourquoi nous pensons que les revendications destinées à défendre notre niveau de vie

doivent se s'orienter vers l'accroissement de services gratuits - des revendications non marchandes - plutôt que sur l'augmentation des salaires.

Devant le foisonnement des programmes - électoraux ou non - qui nous sollicitent actuellement, nous pensons que les propositions des libertaires doivent permettre de faire avancer qualitativement la conscience des travailleurs, et avoir un contenu dont le caractère libertaire puisse être directement perceptible.

Minoritaires, nous le sommes et nous n'avons pas à développer un programme qui cherche à concurrencer sur leur propre terrain les programmes des réformistes. Nous devons au contraire faire des propositions qui soient en rupture avec les programmes réformistes, même si ces propositions dans le contexte actuel ne débouchent pas directement sur le "Grand soir".

Les axes revendicatifs que nous proposons à la réflexion des camarades reposent sur les "Trois revendications du prolétariat" développées par Pierre Besnard :

- 1.- Diminution du temps de travail sans perte de salaire.
- 2.- Salaire unique.
- 3.- contrôle ouvrier de la production.

Diminution du temps de travail

"Arracher une heure, deux heures de liberté au patron, c'est faire une conquête inestimable" disait Pierre Besnard. C'est pourquoi "la réduction de la journée de travail a toujours figuré dans les programmes du prolétariat ; qu'elle y soit à sa place : la première."

Mais la liberté ainsi gagnée ne doit pas être une occasion supplémentaire pour les travailleurs de subir leur isolement. C'est pourquoi parallèlement à cette revendication le mouvement libertaire devrait être en mesure de développer des structures d'accueil à caractère culturel, éducatif, de loisirs autogérés etc., qui échappent au contrôle de l'Etat, du patronat, des partis.

Le salaire unique

Partout où, pour un même travail, des salaires différents sont versés, existe entre les travailleurs une concurrence dont le patronat bénéficie. Partout où, dans un bureau, un atelier, les travailleurs en arrivent à comparer leurs fiches de paie et constatent les disparités pour un même travail, un pas énorme est fait vers l'unification des luttes. La lutte pour le salaire unique commence déjà là.

Le contrôle syndical de la production

C'est le terme employé par Besnard dans les années 30 : il ne doit pas prêter à malentendu aujourd'hui. Il ne s'agit pas de réclamer la gestion du capital par les travailleurs mais d'imposer partout où c'est possible le contrôle des travailleurs sur le processus de production : cadences, conditions de travail etc. Il signifie aussi connaissance du processus de production.

C'est largement inspirés par les conceptions de Besnard que les travailleurs espagnols ont pu, au lendemain de la

c'est largement inspirés par les conceptions de Besnard que les travailleurs espagnols ont pu, au lendemain de la tentative de putsch de Franco, reprendre en main la production et collectiviser l'économie.

Il existe enfin un dernier type de revendications que le mouvement libertaire pourrait développer aujourd'hui, et qu'on pourrait appeler "structurelles" : il s'agit de revendications ayant pour but de développer à l'encontre des organisations réformistes, un outil de lutte pour la classe ouvrière :

- rôle de la démocratie ouvrière
- mécanismes de manipulation d'une assemblée générale
- fonctionnement des fractions politiques
- développement de l'interprofessionnel
- définition du fédéralisme

etc.

(le texte s'arrête là)

